

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 2021-296

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

**Attribution d'un logement de fonction –
Avantage en nature**

L'an deux mil vingt et un, le vingt-neuf septembre le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, à l'Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur CESARO Joseph, Maire

Étaient présents : CESARO Joseph, DEBORDE Elisabeth, CHAKIR Karine, ARDICHVILI Emmanuel, KHAYAT Mélanie, VIENNE Jacques, MAGLIARO Elena, JOSEFOWICZ Patrick, DOMISSY Claire, GARNIER Bernard, MEUNIER Pierre, PAILLARD Anne, MASSON Thierry, GARNESSON Claude, MINEREAU-GAY Olivier, DESPINASSE Didier, ROULIN Laure, ADAMI Lise, REMILLIEUX Sébastien, FONTAINE Aubane, LAMBIN Céline, MURAT Jean-Benoît, PAUL Kathryn, ETORÉ Christophe, ROUGELIN Alexandra, DAUNIS Marc, LASSOUED Bouchra.

Procurations : COUTEL John à CESARO Joseph, BOSSARD Frédéric à ETORÉ Christophe, SANTOS Xavier à ROUGELIN Alexandra, PEACOCK Valérie à ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine à DAUNIS Marc, DERONT-BOURDIN Gautier à LASSOUED Bouchra.

Conformément à la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire portant diverses mesures et en particulier un membre de l'organe délibérant peut être porteur de deux pouvoirs.

Madame MAGLIARO Elena a été désignée secrétaire de séance.

Par délibération n° 5072 du 17 mars 2000, le Conseil Municipal a déterminé les conditions et modalités d'attribution d'un logement de fonction au secrétaire général de la Commune. Depuis cette date, de nouveaux textes réglementaires ont précisé ou modifié ces conditions.

Ainsi, l'article 34 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique crée un cadre textuel général relatif aux avantages en nature en intégrant de nouvelles dispositions au sein du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les avantages en nature sont constitués par la fourniture par l'employeur à ses salariés de prestations (biens ou services) soit gratuitement, soit moyennant une participation du salarié inférieure à leur valeur réelle (article L.242-1 du Code de la Sécurité Sociale). Ils constituent donc des éléments de rémunération et doivent, à ce titre, donner lieu à cotisations.

L'arrêté du 22 janvier 2013 précise le nombre de pièces auquel peut prétendre le bénéficiaire de la concession de logement par nécessité absolue de service selon sa situation familiale. Les limites sont les suivantes :

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

Nombre de personnes occupantes	Nombre de pièces du logement
1 ou 2	3
3	4
4-5	5
6-7	6
Au-delà de 7	Une pièce supplémentaire par personne à charge

Compte tenu des missions liées à l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, de la disponibilité de l'agent au service de la Commune notamment pour intervenir dans des délais réduits et/ou sur des dossiers à haute responsabilité, il est proposé d'attribuer à cette fonction un logement pour nécessité absolue de service.

.../...

Pour rappel, conformément à l'article R.2124-65 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), « une concession de logement peut être accordée par nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate ».

Direction	Emploi	Localisation du logement	Consistance	Type
Direction Générale des Services	DGS	89 chemin du Tameyé 06560 VALBONNE	F4 – 150m2	Base forfaitaire

Cette concession comporte la gratuité du logement nu (article R.2124-67 du CGPPP) mais le bénéficiaire « supporte l'ensemble des réparations locatives afférentes au logement qu'il occupe, déterminés conformément à la législation relative aux loyers des locaux à usage d'habitation, ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux ».

Il convient de préciser que la liste des charges locatives précisées par le décret n° 87-712 du 26 août 1987 figurent l'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage. De plus, l'agent doit obligatoirement souscrire une assurance contre les risques dont il doit répondre en qualité d'occupant.

L'attribution de cette concession est compatible avec le versement des primes prévues dans le cadre du R.I.F.S.E.E.P.

Le présent rapport a été soumis pour avis aux membres du Comité Technique du 8 septembre 2021.

Après en avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **ATTRIBUE** ce logement de fonction pour nécessité absolue au Directeur Général des Services ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 05 octobre 2021 et que la convocation du Conseil a été faite le 22 septembre 2021. La présente délibération a été affichée le 11 octobre 2021 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 11 octobre 2021

Le Maire,